

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTI SANGWE – PADER

TEL. : 00 257 24 66 14

BUJUMBURA-BURUNDI

DECLARATION

1. Le 28 mars 2003, lâché par les siens et sous la pression de la communauté internationale, le Major BUYOYA annonçait au peuple burundais que l'alternance au sommet allait se dérouler le 1^{er} mai 2003 conformément à la constitution de transition parce que, comme par enchantement, « le processus de paix venait de marquer un pas de plus en avant ».
2. Pourtant, le même BUYOYA, appuyé par son parti UPRONA n'avait cessé pendant trois mois de convaincre les forces politiques et toute la population burundaise que l'alternance au sommet de l'Etat n'était pas possible le 1^{er} mai 2003 parce que le processus de paix se trouvait dans une phase cruciale.
3. Depuis cette date, le gouvernement est démissionnaire ; les leaders du G7 Hutu s'agitent pour organiser les festivités d'investiture de leur « Président » tandis que ceux du G10 Tutsi se déchirent, incapables de s'accorder sur le nom de leur « Vice-Président » offrant ainsi un spectacle peu ragoûtant au peuple burundais et à toute la communauté internationale.
4. Plus grave, ce même gouvernement démissionnaire se réunissait en catimini le jeudi 17 avril 2003 pour étudier en urgence la loi portant statut d'un ancien chef d'Etat à la cessation de ses fonctions (plutôt au futur ancien Chef d'Etat) au moment où la capitale était sous le coup d'intenses bombardements menés par la rébellion armée.
5. Dans la foulée, le bureau de l'Assemblée nationale vient de saisir en urgence ce vendredi 18 avril 2003 la commission des affaires politiques, administratives et institutionnelles pour analyser toute affaire cessante ledit projet de loi qui conditionne la passation de pouvoir entre l'actuel Président et son Vice-Président qui est le futur Président de la République.
6. Bref, au moment où tout le pays est à feu et à sang et que la rébellion armée a intensifié la guerre sur tous les fronts comme en témoignent les dernières attaques au mortier de la capitale et des centres urbains de Gitega et de Ruyigi, la coalition UPRONA – FRODEBU, leader autoproclamé du G7 HUTU – G10 TUTSI au pouvoir depuis le 1^{er} novembre 2001 est, quant à elle, occupée à peaufiner les préparatifs des cérémonies d'investiture du futur Président et à préparer le « paquet-départ » pour le Président partant.

FACE A CETTE SITUATION, LE PARTI SANGWE – PADER :

7. Présente ses condoléances les plus attristées aux familles éprouvées.
8. Condamne avec la dernière énergie ces attaques aveugles menées par la rébellion contre des populations innocentes.
9. Condamne l'irresponsabilité de la coalition au pouvoir depuis le 1^{er} novembre 2001 dont le seul souci est le partage féroce des postes au sein des institutions de la République en vue de s'assouvir leurs intérêts personnels.
10. S'insurge contre la récente loi adoptée par le conseil des Ministres visant à accorder aux anciens chefs d'Etat des avantages gastronomiques astronomiques au moment où les fonctionnaires, les travailleurs, et toute la population en général croupissent dans une faim et une misère indescriptibles.
11. Tire encore une fois de plus la sonnette d'alarme sur la dérive ethnique et régionale qui caractérise le système actuel dans la gestion des affaires de l'Etat.
12. Constate que le tandem UPRONA-FRODEBU chef de file du G7 Hutu et le G10 Tutsi, n'a d'autres objectifs que l'accaparement et le maintien du pouvoir à tout prix et qu'à ce titre il a verrouillé le système en prenant soin de ne laisser aucune place à aucune autre force politique même pas à la rébellion armée sans laquelle pourtant il serait utopique de penser que la paix soit possible perpétuant ainsi l'exclusion abjecte source des malheurs du peuple burundais.
13. Demande par conséquent à la population burundaise de ne pas se faire trop d'illusions avec l'alternance annoncée le 1^{er} mai 2003, car en réalité, c'est le même système qui se perpétue avec les mêmes hommes.
14. Prend la communauté internationale à témoin de l'échec du système G7 Hutu – G10 Tutsi qu'elle a soutenu et imposé au peuple burundais et lui demande de prendre ses responsabilités avant qu'il ne soit trop tard.
15. Enfin, lance un appel vibrant à tous les citoyens, à toutes les forces politiques, aux organisations de la société civile réellement épris de paix car il ne faut plus rien attendre de la coalition G7 Hutu – G10 Tutsi pour qui la fin de la guerre signifie la fin de l'impunité et des privilèges.

Ce forum aura pour mission prioritaire de :

- Arrêter la descente aux enfers de la nation burundaise dont l'entière responsabilité incombe au tandem UPRONA-FRODEBU ;
- Reconstruire une nation paisible, stable et prospère, démocratique et définitivement réconciliée.

Fait à Bujumbura, le 19 avril 2003

LE SECRETAIRE NATIONAL A L'INFORMATION ET A LA
FORMATION IDEOLOGIQUE ET PORTE-PAROLE DU PARTI

Honorable Léonidas HAVYARIMANA.-